

Les marchandises manufacturées dans ces conditions ne devraient pas être considérées comme des produits d'origine américaine aux fins de l'Accord de libre-échange. Cette échappatoire serait meurtrière pour les fabricants ontariens. Elle menacerait des centaines d'emplois. Il nous faut mettre en place par anticipation et non après coup, des dispositifs de protection et des programmes d'adaptation conçus spécialement pour protéger les travailleurs canadiens.

Les Américains sont effectivement nos amis et nos alliés. Il est également vrai qu'ils sont nos principaux partenaires commerciaux. Cela ne signifie cependant pas que nous devons renoncer à nos exigences en matière de qualité au nom du libre-échange. En fait, M. Ralph Nader nous a mis en garde lorsqu'il a dit que le libre-échange signifie l'acceptation de normes de qualité moins rigoureuses dans nos programmes sociaux et autres.

Certains prétendent que l'accord de «vente à rabais» Mulroney protège véritablement le Canada. Je leur demande donc pourquoi, si cela est vrai, l'accès au marché américain ne nous a-t-il pas été garanti? Pourquoi n'avons-nous pas été exonérés de l'application de ce projet de loi omnibus? Pourquoi avoir reporté les discussions sur la question cruciale qu'est la définition de ce qui constitue une subvention?

Monsieur le président, quelle personne saine d'esprit accepterait de signer un document renfermant une définition d'importance cruciale qui, pendant sept ans, demeurera imprécise? N'est-ce pas là un exemple flagrant du cas de la charrue qu'on mettrait devant les boeufs?

Nous avons déjà libéralisé 80 p. 100 de nos échanges avec les États-Unis. Il n'était pas nécessaire de vendre notre âme pour les 20 p. 100 qui restent. Nous aurions dû poursuivre avec des ententes sectorielles dans le cadre du GATT, lesquelles ne nécessitent pas de compromis de notre part pour parvenir aux mêmes fins.

Le gouvernement est décidé à précipiter l'adoption de cet accord à n'importe quel prix et il n'hésite pas à recourir à toutes les tactiques à sa disposition—notamment la clôture qu'il invoque à sa guise—pour réaliser son objectif.

Dans l'esprit de la réconciliation et de la guérison qu'il a lui-même reconnu nécessaires après les élections, le premier ministre compte-t-il mettre fin à ces manoeuvres parlementaires épuisantes et permettre un plus long débat public sur l'Accord? Permettra-t-il à la Chambre des communes d'examiner des amendements positifs et constructifs à la mesure législative dont il a garanti l'adoption aux Canadiens lors des élections?

Je suis persuadé que le ministre du Commerce extérieur se soucie tout autant que moi du bien-être de la nation canadienne, nation tout à fait spéciale d'ailleurs.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

Il s'agit de notre pays et de notre gagne-pain. Je rappelle aux conservateurs que, au siècle dernier, sir John A. Macdonald l'avait reconnu quand il a déclaré ceci:

Certaines considérations nationales dépassent de loin la simple accumulation de richesses, le simple avantage commercial: il s'agit du prestige, du statut national et de la souveraineté nationale . . .

Pour nous préparer au 21^e siècle et nous permettre de soutenir la concurrence mondiale, et non pas simplement la concurrence américaine, nous devons commencer à investir davantage dans l'éducation, la recherche et le développement et les programmes de formation et de recyclage. En quelques mots, nous devons consacrer davantage à nos ressources humaines et préparer nos concitoyens à devenir les chefs de file de l'avenir, non pas des moutons, et certainement pas les marionnettes des États-Unis sur le continent nord-américain.

C'est un honneur pour moi que d'avoir la possibilité de défendre devant cette Chambre l'avenir de mon pays.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Valcourt: Monsieur le Président, vous me permettez d'abord . . . Je voudrais que mes premières paroles dans ce nouveau Parlement soient, et vous me permettez cette digression, en vue de remercier les gens de Madawaska—Victoria qui m'ont renouvelé leur confiance, qui m'ont confié le mandat de les représenter à nouveau dans ce Parlement.

• (2320)

[Traduction]

Quelqu'un a dit: Laissons le peuple parler. Le peuple a parlé et a décidé. Quand nous sommes revenus ici, il y a quelques jours, je croyais que c'était fini.

[Français]

Je pensais qu'on en avait fini d'entendre les Bonhommes Sept Heures. Je pensais que la campagne de terrorisme intellectuel, les discours apocalyptiques étaient finis. Mais non, ça continue. Ils n'ont pas compris, monsieur le Président. C'est à se demander si ces gens-là, qui ont été élus et qui ont demandé les élections . . . Après tout, c'est le chef de l'Opposition. Il disait que c'est lui qui avait déclenché les élections où on demandait aux Canadiens de décider. Eh bien, chez nous, dans Madawaska—Victoria, les gens ont décidé, et les gens ont décidé en faveur du Canada. Les gens ont décidé en faveur de l'avenir du Canada. Ils ont voté pour nous parce qu'ils ont compris ce que ça prenait pour réussir. Voyez-vous, l'erreur du parti libéral dans les élections du 21 novembre a été d'essayer de vouloir représenter des gens dans lesquels eux-mêmes ne croyaient pas! Ils ne croyaient pas dans ce monde-là. Ils pensent que les entrepreneurs canadiens, les hommes, les femmes, les jeunes Canadiens, les jeunes Canadiennes, ils pensent que ces gens-là sont comme eux. Ils pensent que ces